

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 12/05/2016

N° : 2016/8

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/115

 **Décisions**

Page 116/123

ARRÊTÉS

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

RECUE
14.04.16
PRÉF. 13

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

N° .../16

16 / 134 / CM

Objet :

Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de règlement intérieur du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Désignation du représentant de Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Procès-verbal n° 01-003 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu la délibération n°007-035/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 07 avril 2016 approuvant la constitution d'un groupe de travail pour élaborer le règlement intérieur de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

CONSIDERANT que la délibération susvisée désigne les membres de ce groupe de travail comme suit : le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que douze membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes politiques,

CONSIDERANT que le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure la Présidence du groupe de travail,

CONSIDERANT que la délibération prévoit la possibilité pour le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se faire représenter au sein de ce groupe de travail par une personne qu'il aura désignée,

AR R E T E

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement, est autorisé à représenter Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au groupe de travail chargé d'élaborer le projet de règlement intérieur du Conseil de la Métropole : Monsieur Yves MORAINÉ.

Dans ce cadre, il assure la Présidence du groupe de travail précité.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis en Préfecture de Marseille et inscrit au registre des arrêtés de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 14 AVR. 2016 2016

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence


Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

N° .../16

16 / 135 / CM

Objet :

Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de pacte de gouvernance, financier et fiscal du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Désignation du représentant de Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Procès-verbal n° 01-003 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu la délibération n°006-034/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 07 avril 2016 approuvant la constitution d'un groupe de travail pour élaborer le pacte de gouvernance, financier et fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

CONSIDERANT que la délibération susvisée désigne les membres de ce groupe de travail comme suit : le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Vice-Président délégué aux finances, le Vice-Président délégué au budget, le Vice-Président délégué au projet métropolitain, le Vice-Président délégué à la concertation territoriale ainsi que douze membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes politiques,

CONSIDERANT que le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure la Présidence du groupe de travail,

CONSIDERANT que la délibération prévoit la possibilité pour le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se faire représenter au sein de ce groupe de travail par une personne qu'il aura désignée,

RECUE
14.04.16
ARRÊTÉ
PRÉF 13

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement, est autorisée à représenter Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au groupe de travail chargé d'élaborer le projet de pacte de gouvernance, financier et fiscal du Conseil de la Métropole :

Madame Laure-Agnès CARADEC.

Dans ce cadre, elle assure la Présidence du groupe de travail précité.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis en Préfecture de Marseille et inscrit au registre des arrêtés de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Fait à Marseille, le14. AVR. 2016..... 2016

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence



Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La Loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;
- La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence par la loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole Aix Marseille Provence, le 17 mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Communauté en date du 21 décembre 2015, relative à l'engagement de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Carry-le-Rouet ;
- L'arrêté en date du 22 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole engageant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet ;
- La décision n°E15000166 du 21 décembre 2015 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Marseille, désignant Monsieur Gilles DOUCE, Directeur de Cabinet de Conseil en Environnement, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Madame Françoise RUGGERI, Avocate honoraire, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- Les pièces du dossier soumis à enquête publique.

ARRETE

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carry-le-Rouet, portant sur l'ouverture à urbanisation du secteur « Le Réganas », du mercredi 25 mai 2016 au jeudi 30 juin 2016 inclus.

Article 2 :

Ont été désignés par le Président du Tribunal Administratif de Marseille :

✎ Monsieur Gilles DOUCE, Directeur de Cabinet de Conseil en Environnement, en qualité de commissaire enquêteur titulaire ;

✎ Madame Françoise RUGGERI, Avocate honoraire, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Article 3 :

Le dossier, ainsi que les registres d'enquête où chacun pourra éventuellement consigner ses observations, seront tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés et éventuels ponts, dans les lieux suivants :

✎ **à la Métropole Aix Marseille Provence** – « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille (siège de l'enquête publique),

✎ **en Mairie de Carry-le-Rouet – Service Urbanisme** – Montée des Moulins – 13620 Carry-le-Rouet,

du mercredi 25 mai 2016 au jeudi 30 juin 2016 inclus

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête disponibles sur les lieux précités, ou les adresser par écrit, au commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Planification, de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Foncier – Les Docks – Atrium 10.7 – BP 48014 – 13567 Marseille cedex 02.

Le dossier d'enquête publique sera également consultable sur le site internet de la Métropole Aix Marseille Provence, pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante : www.marseille-provence.fr

Article 4 :

Le commissaire enquêteur assurera des permanences pour recevoir le public :

➤ **en mairie de Carry-le-Rouet – Service Urbanisme** – Montée des Moulins – 13620 Carry-le-Rouet,

- Le mercredi 25 mai 2016 de 9h à 12h00
- Le jeudi 2 juin 2016 de 9h à 12h00
- Le jeudi 9 juin 2016 de 14h00 à 16h30
- Le mercredi 15 juin 2016 de 14h00 à 16h30
- Le vendredi 24 juin 2016 de 9h à 12h00

➤ **au siège de la Métropole Aix Marseille Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon - Marseille (13007)**

- Le jeudi 30 juin 2016 de 14h à 16h30

Article 5 :

Un avis d'enquête publique faisant connaître les conditions de la tenue de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département et sera également publié sur le site internet de la Métropole Aix Marseille Provence.

Cet avis sera affiché au siège de la Métropole Aix Marseille Provence « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon - Marseille (13007), et en Mairie de Carry-le-Rouet quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, ainsi que sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du Président de la Métropole Aix Marseille Provence et par un certificat du Maire de Carry-le-Rouet, chacun en ce qui le concerne.

Article 6 :

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour remettre au Président de la Métropole Aix Marseille Provence le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Métropole Aix Marseille Provence - Direction de la Planification, de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Foncier - Immeuble CMCI - 2 rue Henri Barbusse - 13001 Marseille, en mairie de Carry-le-Rouet (Service Urbanisme), et en Préfecture des Bouches-du-Rhône. Ils seront également consultables sur le site internet de la Métropole Aix Marseille Provence.

Article 7 :

Au terme de l'enquête publique, lorsque le commissaire enquêteur aura remis son rapport et ses conclusions, la Métropole Aix Marseille Provence sera compétente pour prendre toute décision relative à la modification du Plan Local d'urbanisme de Carry-le-Rouet. Celle-ci, se prononcera par délibération de son assemblée, au vu des conclusions de l'enquête publique, et décidera, s'il y a lieu de modifier le dossier en vue de l'approbation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet.

Article 8 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de la Direction de la Planification, de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Foncier de la Métropole Aix Marseille Provence - située Immeuble C.M.C.I. - 2, rue Henri Barbusse - 13001 Marseille ou par courrier adressé à la Métropole Aix Marseille Provence - Direction de la Planification, de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Foncier - BP 48014 - Marseille cedex 02.

Fait à Marseille, le

21 AVR. 2016


Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

LE PRESIDENT

Arrêté n°

16 / 148 / CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'Election de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Président ;
- L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG 15/00048 en cours de publication ;
- Le jugement du 15 juin 2015 fixant l'indemnité de dépossession de 78 798 euros due aux expropriés Madame Evelyne PARISI Epouse UCHA et Monsieur UCHA Constantino.

CONSIDERANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté Empallières ;
- L'obstacle au paiement caractérisé par le refus de recevoir le paiement pour l'exproprié en l'absence des pièces requises à cet effet.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 78 798 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 15 juin 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille par la parcelle cadastrée AR 84 sise sur la Commune de Saint-Victoret, sera versée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de :

Madame Evelyne PARISI Epouse UCHA

Monsieur Constantino UCHA

72 allée des Oliviers

3 Lot Les Flamands

13700 Marignane

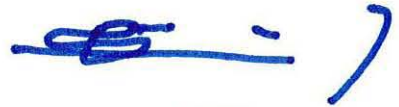
Article 2 :

La déconsignation de cette somme interviendra lors de la production des pièces nécessaires et justificatives à la levée de la somme susvisée.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille le 21 AVR. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

LE PRESIDENT

Arrêté n°

16 / 149 / CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'Election de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Président ;
- L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG 15/00048 en cours de publication ;
- Le jugement du 15 juin 2015 fixant l'indemnité de dépossession de 20 584 euros due à l'exproprié Monsieur Raymond CORBOLA.

CONSIDERANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté Empallières ;
- L'obstacle au paiement caractérisé par le refus de recevoir le paiement pour l'exproprié en l'absence des pièces requises à cet effet et par l'appel interjeté le 2 octobre 2015.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 20 584 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 15 juin 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille par les parcelles cadastrées AI 84 et AI 86 sise sur la Commune de Saint-Victoret, sera versée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de :

Monsieur Raymond CORBOLA

1295 boulevard Paul Raphaël

13700 Marignane

Article 2 :

La déconsignation de cette somme interviendra lors de la production des pièces nécessaires et justificatives à la levée de la somme susvisée.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille le 21 AVR. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

LE PRESIDENT

Arrêté n° **16 / 150 / CM**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'Election de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Président ;
- L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG 15/00048 en cours de publication ;
- Le jugement du 20 mai 2015 fixant l'indemnité de dépossession de 108 250 euros due aux expropriés Mesdames Jeannine PINATEL, Mireille CORBOLA Epouse SAVORNIN et Annie CORBOLA.

CONSIDERANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté Empallières ;
- L'obstacle au paiement caractérisé par le refus de recevoir le paiement pour l'exproprié en l'absence des pièces requises à cet effet et par l'appel interjeté le 2 octobre 2015.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 108 250 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 20 mai 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille par les parcelles cadastrées AI 73 et AI 20 sise sur la Commune de Saint-Victoret, sera versée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de :

- Madame Jeannine PINATEL

Veuve CORBOLA

868 boulevard de la Libération

13700 Marignane

- Madame Mireille CORBOLA Epouse SAVORNIN

Lou Vira Soleu

Quartier Sainte Catherine

04140 Seynes-les-Alpes

- Madame Annie CORBOLA

64 impasse Eugénie Dauphin

Chemin de l'Oratoire

83200 Toulon

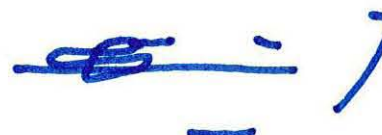
Article 2 :

La déconsignation de cette somme interviendra lors de la production des pièces nécessaires et justificatives à la levée de la somme susvisée.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille le 21 AVR. 2016

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a large closing bracket.

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

LE PRESIDENT

Arrêté n°

16 / 151 / CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'Election de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Président ;
- L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG/00048 en cours de publication ;
- Le jugement du 25 mai 2015 fixant l'indemnité de dépossession de 45 084 euros due à l'exproprié Madame Aimée CORBOLA Epouse FUNEL.

CONSIDERANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté Empallières ;
- L'obstacle au paiement caractérisé par le refus de recevoir le paiement pour l'exproprié en l'absence des pièces requises à cet effet et par l'appel interjeté le 11 août 2015.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 45 084 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 22 mai 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille par la parcelle cadastrée AI 88 sise sur la Commune de Saint-Victoret, sera versée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de :

Madame Aimée CORBOLA Epouse FUNEL

31 avenue Marius Rimat

13700 Marignane

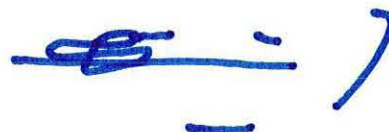
Article 2 :

La déconsignation de cette somme interviendra lors de la production des pièces nécessaires et justificatives à la levée de la somme susvisée.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille le 21 AVR. 2016

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a large closing bracket.

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_001

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Guy ALBERT, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Guy ALBERT, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Tourisme

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix
(Délibération n°2016/CT2_001)


Maryse JOISSAINS MASINI

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_002

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Guy BARRET, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Guy BARRET, Vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Organisation des transports et coordination de la mobilité
- Prévention et gestion des déchets

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

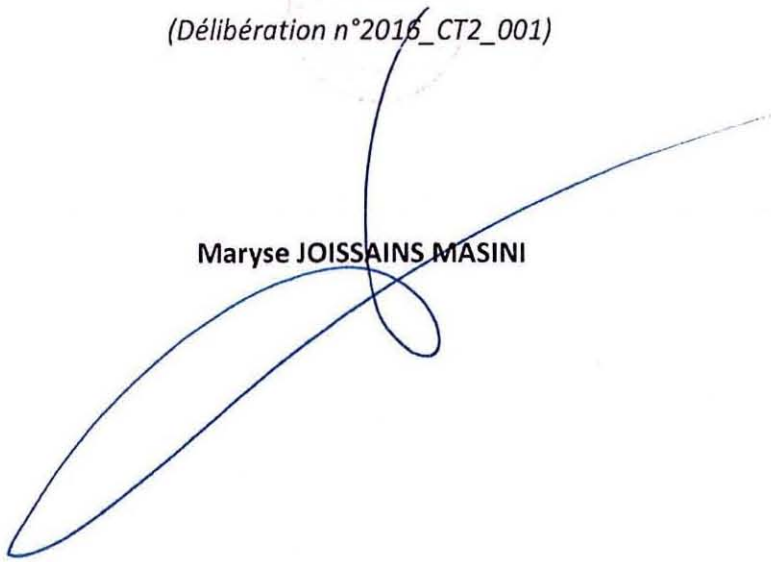
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_003

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Michel BOULAN, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L.5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Michel BOULAN, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Sports et équipements sportifs
- Correspondant Enseignement Supérieur et Recherche (ESR)

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_004

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Philippe CHARRIN, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L.5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Philippe CHARRIN, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Culture et équipements culturels

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**
(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_005

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Robert DAGORNE, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

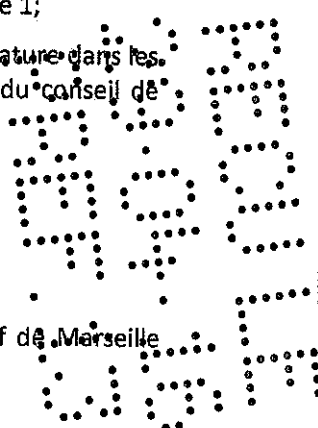
Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Robert DAGORNE, Vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Entrées de ville et voiries communautaires
- Aide aux communes
- Accessibilité en faveur des personnes à mobilité réduite

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;



ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.



Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Éguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyoubler, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

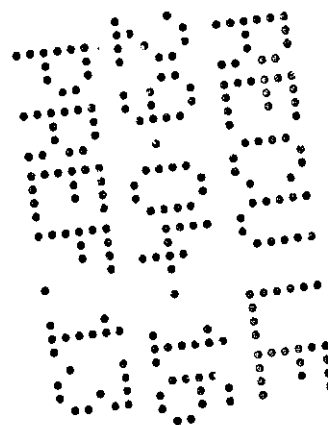
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Maire d'Aix-en-Provence

MARYSE JOISSAINS MASINI

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_006**

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Olivier FREGEAC, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Olivier FREGEAC, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Forêt et PIDAF
- Risques majeurs

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récongnitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;

- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

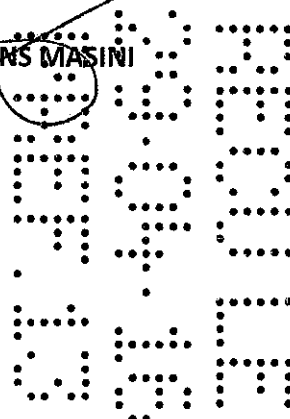
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_007

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Jacky GERARD, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Jacky GERARD, Vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Contrôle de gestion
- Contrôle de l'exécution budgétaire
- Commande publique

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes recognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**
(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Maire d'Aix-en-Provence

MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_008

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Frédéric GUINIERI, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Frédéric GUINIERI, Vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Prospective et aménagement du territoire
- SCOT et stratégie foncière
- Contrat de Plan État Région (CPER)

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récongnitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

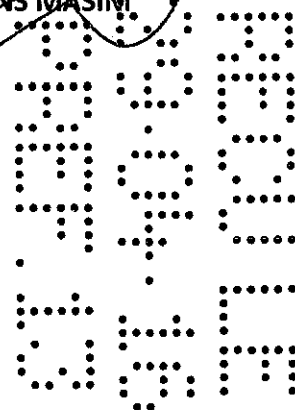
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016 CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_009

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Robert LAGIER, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Robert LAGIER, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Culture scientifique
- Energie

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

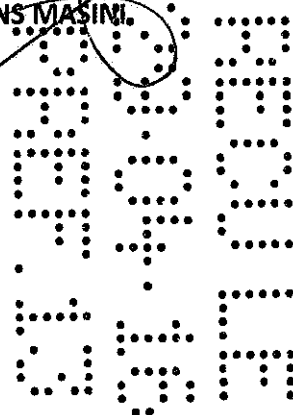
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASIMI.



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_010

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Madame Hélène LHEN, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Madame Hélène LHEN, Vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Mandatement

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisive ou non décisive, y compris les conventions et les actes réceptifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- signer les mandats relatifs aux dépenses d'investissement et de fonctionnement inscrits sur l'état spécial du territoire dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressée peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressée ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;



Aix-en-Provence, Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Éguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyoubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles

- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

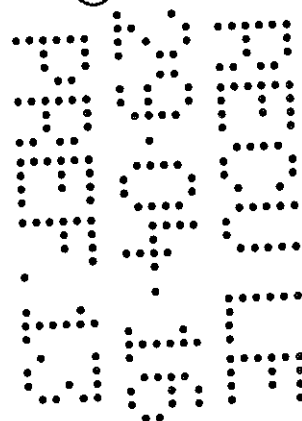
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Maire d'Aix-en-Provence

MARYSE JOISSAINS MASINI

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_011**

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Joël MANCEL, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Joël MANCEL, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Politique de la ville et prévention de la délinquance
- Gens du voyage

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

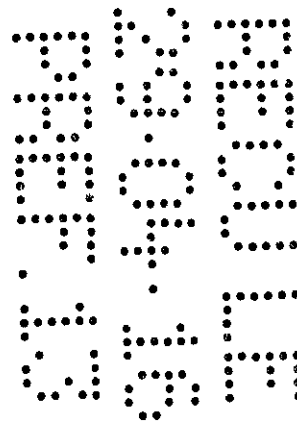
Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**
(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 163 / CM

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_012

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Régis MARTIN, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Régis MARTIN, Vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Moyens généraux, logistique
- Bâtiments, foncier
- Assainissement non collectif
- Relations avec les organisations syndicales et commissions du personnel

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisive ou non décisive, y compris les conventions et les actes réceptifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;



- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASINI

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Maire d'Aix-en-Provence

MARYSE JOISSAINS MASINI

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_013**

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Arnaud MERCIER, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Arnaud MERCIER, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Environnement et développement durable

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récongnitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

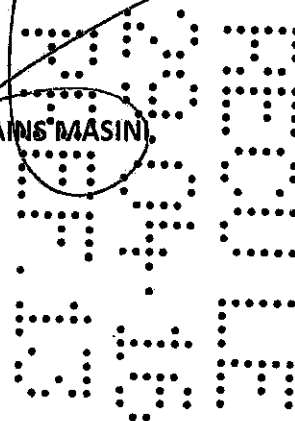
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSAINS MASIN



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_014

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Roger PELLENC, premier vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Roger PELLENC, premier vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Développement économique
- Emploi, formation et insertion

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.



Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

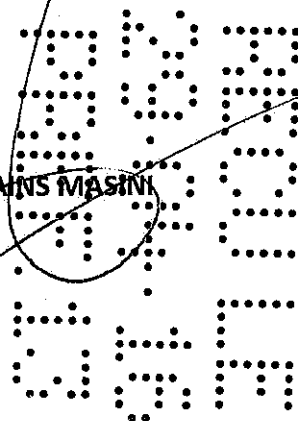
- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSANS MASINI



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE
Maire d'Aix-en-Provence
MARYSE JOISSAINS MASINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
N°16_CT2_015

Objet de l'arrêté :

Délégation de fonctions à Monsieur Bernard RAMOND, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3, L5211-9, L5218-7 et suivants ;

VU les délibérations du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du conseil de la métropole au conseil de territoire du Pays d'Aix ;

VU la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire du 21 avril 2016 portant délégation du conseil de territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire ;

VU la délibération n°2016_CT2_001 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

VU la délibération n°2016_CT2_003 du conseil de territoire du 23 mars 2016 portant élection des vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du conseil de territoire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions aux vice-présidents ;

CONSIDERANT qu'en application de la délibération du conseil de la métropole d'Aix Marseille-Provence, ce dernier a délégué des compétences au conseil de Territoire du Pays d'Aix

CONSIDERANT qu'en application de la délibération n°2016_CT2_027 du conseil de territoire, ce dernier a délégué certaines attributions au Président du Conseil de Territoire qui peut lui même déléguer par arrêté une partie de celles-ci aux vice-présidents ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la bonne marche de l'administration du territoire du Pays d'Aix,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Bernard RAMOND, vice-président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de :

- Cadre de vie,
- Qualité de l'air et lutte contre le bruit

ARTICLE 2 :

La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature pour :

- prendre tout acte et toute décision, à caractère décisoire ou non décisoire, y compris les conventions et les actes récognitifs de droit dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- prendre tout acte relatif à la passation, à la conclusion et à l'exécution des marchés publics passés selon une procédure adaptée, ainsi que leurs avenants, limités à 209.000 € H.T pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € H.T pour les travaux dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;
- la certification du service fait et l'établissement des certificats administratifs de toute nature dans les domaines de compétences exercés par le conseil de territoire, délégués au Président du conseil de territoire et mentionnés à l'article 1;

ARTICLE 3 :

L'intéressé peut contester le présent arrêté par un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa notification.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du territoire du Pays d'Aix est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé ;
- affiché au siège du territoire du Pays d'Aix ;
- inscrit au registre des actes et publié au recueil des actes administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera en outre transmise à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône;
- Monsieur le Comptable Public

Fait à Aix-en-Provence, le **27 AVR. 2016**

**Le Président du Conseil de Territoire
du Pays d'Aix**

(Délibération n°2016_CT2_001)

Maryse JOISSANS MASINI

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-1 et suivants, R153-1 ;
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Vu la délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1.

CONSIDERANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancienne communauté urbaine MPM) jusqu'au 1er janvier 2018, puis sur l'ensemble du territoire métropolitain à compter de cette date ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de son Conseil de Territoire n°1 un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant intégralement le périmètre du Territoire,
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Territoire n°1.

RECUEIL
ARRÊTÉ
02.05.16
PRÉF. 13

Article 1 :

Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délègue sous sa surveillance et son autorité à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, les fonctions relevant du Président du Conseil de la Métropole en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire n°1, notamment pour les actes et décisions suivants, à l'exception de la saisine pour avis du Conseil de Territoire n°1 conformément à l'article L. 5218-7, I du code général des collectivités territoriales :

- conduire la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- convoquer les personnes publiques associées ;
- notifier le projet arrêté aux personnes publiques associées ;
- saisir pour avis le conseil de développement ;
- soumettre à enquête publique le projet de PLUI arrêté.

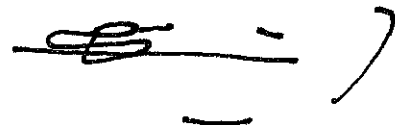
Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et sera notifié à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole.

Article 3 :

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, et à Monsieur/Madame le receveur des finances de la commune de Marseille assurant les fonctions de comptable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 26 AVR. 2016



**Le Président du Conseil
de la Métropole Aix-Marseille Provence**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-60 et R 153-18,
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Vu la délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1.

CONSIDERANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancienne communauté urbaine MPM) jusqu'au 1er janvier 2018, puis sur l'ensemble du territoire métropolitain à compter de cette date ;
- Que le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétent pour procéder à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire n°1 ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Territoire n°1.

RECUEIL
02.05.16
PRÉF. 13
ARRETE

Article 1 :

Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président du Conseil de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence, délègue sous sa surveillance et son autorité à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, les fonctions relevant du Président du Conseil de la Métropole pour la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire n°1

- Mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu.

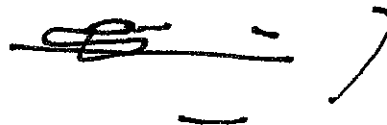
Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et sera notifié à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole.

Article 3 :

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, et à Monsieur/Madame le receveur des finances de la commune de Marseille assurant les fonctions de comptable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 26 AVR. 2016



**Le Président du Conseil
de la Métropole Aix-Marseille Provence**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-1 et suivants ;
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Vu la délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1.

CONSIDERANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancienne communauté urbaine MPM) jusqu'au 1er janvier 2018, puis sur l'ensemble du territoire métropolitain à compter de cette date ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour procéder à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols applicables dans le périmètre du Territoire n°1 ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Territoire n°1.

RECUEIL
02.05.16
ARRÊTÉ
PRÉF. 13

Article 1 :

Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille- Provence, délègue sous sa surveillance et son autorité à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, les fonctions relevant du Président du Conseil de la Métropole en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire n°1, notamment pour les actes et décisions suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification simplifiée et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire n°1 conformément à l'article L. 5218-7, I du code général des collectivités territoriales :

- établir le projet de modification simplifiée ;
- saisir pour avis le conseil de développement ;
- notifier aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de modification simplifiée, avant la mise à disposition du public.

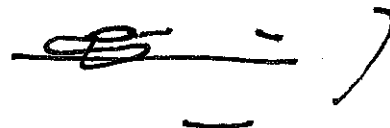
Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et sera notifié à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole.

Article 3 :

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, et à Monsieur/Madame le receveur des finances de la commune de Marseille assurant les fonctions de comptable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 26 AVR. 2016



**Le Président du Conseil
de la Métropole Aix-Marseille Provence**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-1 et suivants ;
- La délibération du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Vu la délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire n°1 procédant à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1.

CONSIDERANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de plan local d'urbanisme et de documents en tenant lieu sur le seul périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancienne communauté urbaine MPM) jusqu'au 1er janvier 2018, puis sur l'ensemble du territoire métropolitain à compter de cette date ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour procéder à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols applicables dans le périmètre du Territoire n°1 ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Territoire n°1.

RECUEIL
02.05.16
ARRÊTÉ

Article 1 :

Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délègue sous sa surveillance et son autorité à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, les fonctions relevant du Président du Conseil de la Métropole en matière de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Territoire n°1, notamment pour les actes et décisions suivants, à l'exception de l'engagement de la procédure de modification et de la saisine pour avis du Conseil de Territoire n°1 conformément à l'article L. 5218-7, I du code général des collectivités territoriales :

- établir le projet de modification ;
- notifier aux personnes publiques associées et aux maires des communes concernées le projet de modification, avant l'ouverture de l'enquête publique ;
- saisir pour avis le conseil de développement ;
- soumettre le projet de modification à enquête publique.

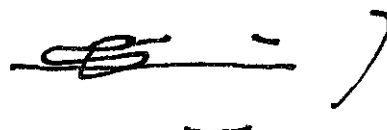
Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et sera notifié à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire n°1, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole.

Article 3 :

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, et à Monsieur/Madame le receveur des finances de la commune de Marseille assurant les fonctions de comptable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 26 AVR. 2016



**Le Président du Conseil
de la Métropole Aix-Marseille Provence**

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

—
Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
04-05-16
PRÉF. 13

N°.../16

16 / 178 / CM

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Patrick CANILLADE , Chargé de la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint Mitre les Remparts.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU les articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

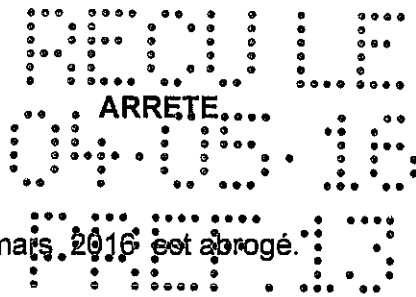
VU l'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu l'arrêté du 8 novembre 2011 portant nomination de Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur général des Services du SMGETU,

Vu la délibération n°2011-051 en date du 17 novembre 2011 désignant Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur de la Régie des transports urbains du SMGETU,



ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/094/CM du 29 mars 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation de signature est donnée sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Patrick Canillade à l'effet de signer les documents pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, concernant exclusivement la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes

de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint Mitre les Remparts, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules régulièrement approuvées avant le 31 décembre 2015, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

Pour l'accueil de stagiaires :

courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi et conventions de stage),

Pour la formation des agents :

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,

- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.R.F.T. (rentes, réversion, pension),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,

- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,

- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relative à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

les correspondances courantes,
 courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
 les attestations, certificats administratifs ou états liquidatifs,
 les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
 les titres de recettes,
 la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
 les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
 les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
 les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
 validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
 les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
 les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
 les certificats de conformité des pièces,
 les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
 tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
 les certificats administratifs,
 réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
 approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick CANILLADE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Olivier CALANDO.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend fin le 31 mai 2016.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le - 3 MAI 2016

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

M. Jean-Claude GAUBIN



Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

—
Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
04.05.16
PRÉF. 13

N° .../16 **16 / 179 / C M**

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Madame Sophie CONTE, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Péligasse, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues ;

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

- ☐ Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- ☐ L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- ☐ L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- ☐ Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- ☐ L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;
- ☐ L'arrêté portant nomination de Madame Sophie CONTE en qualité de Directrice Générale des Services par intérim au sein de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en date du 30 septembre 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/095/CM du 29 mars 2016 est abrogé.

A J O U R

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire composé des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barberie, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Sophie CONTE, chargée de l'administration métropolitaine du territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barberie, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules régulièrement approuvées avant le 31 décembre 2015, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,

- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...)

Pour l'accueil de stagiaires :

courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi et conventions de stage),

Pour la formation des agents :

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,

- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les attestations, certificats administratifs ou états liquidatifs,
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,

- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses conservatoires et/ou urgentes et les dépenses strictement nécessaires à la continuité du service public de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites aux budgets 2015 du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,
- les bons d'engagements correspondants à la traduction comptable de l'engagement juridique (Marchés, convention, lettre de commande...) dûment validés par le Président ou son représentant, et notifiés, permettant de réserver les crédits nécessaire au paiement des dettes ainsi générées.

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché notifié avant le 31 décembre 2015,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie CONTE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Pascal MORA,

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie CONTE et de Monsieur Pascal MORA, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laetitia ZUGNA.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mai 2016.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le - 3 MAI 2016 2016

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

RECUE
04.05.16
PRÉF.13

—
Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N°..../16

16 / 180 / C M

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Madame Laurence DARDALHON, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU les articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU l'article 56 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n°DRH-2015-772, en date du 23 avril 2015 portant Madame Laurence DARDALHON Directrice Générale des Services du S.A.N. Ouest Provence,

RECUEIL

Vu l'arrêté du Président du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence n°DRH-2014-2592 en date du 8 septembre 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc BERTOGLIO, Directeur Général Adjoint du S.A.N. Ouest Provence,

Vu l'arrêté du Président du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence n°DRH-2015-1355 en date du 1^{er} juillet 2015 portant nomination de Madame Valérie TERSEUL, Directrice Générale Adjointe du S.A.N. Ouest Provence,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/096/CM du 29 mars 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée à Madame Laurence DARDALHON, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules régulièrement approuvées avant le 31 décembre 2015,
- les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

RECUEIL

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats, unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

Pour l'accueil de stagiaires :

- courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi et conventions de stage),

Pour la formation des agents :

- bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

En matière d'évaluation des agents :

- la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,

RECUEIL

- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,

- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles : (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les attestations, certificats administratifs ou états liquidatifs,
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,

- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

Tous les courriers et les documents relatifs aux :

- documents d'arpentage,
- fiches de demandes de renseignements auprès des hypothèques,
- états des risques naturels et technologiques,
- certificats d'affichage,
- demandes d'avis des domaines,
- demandes de documents complémentaires dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme,
- plans de bornage et de division,
- arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cessions de terrains,
- arrêtés relatifs aux permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables ainsi que les documents nécessaires à l'instruction des dossiers,
- lettre de non opposition à déclaration préalable,
- certificats d'urbanisme,
- certificats de conformité des permis d'aménager, des permis de construire et des déclarations préalables ,
- lettre de renonciation aux DIA,
- attestations de non contestation de l'achèvement et de la conformité des travaux des permis de construire, des permis d'aménager, de démolir et des déclarations préalables.

En matière culturelle :

- les bordereaux relatifs aux déclarations et versements de cotisation effectuée auprès de l'AGESSA.
- les documents à teneur pédagogique du conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal, dans les domaines suivants :

RENTREE SCOLAIRE

- RENTREE SCOLAIRE / RENCONTRE PARENTS-PROFESSEURS : courrier invitant l'élève à rencontrer les professeurs pour fixer le créneau horaire de la nouvelle année scolaire dans les différentes disciplines ;
- RENTREE SCOLAIRE / ENTRETIEN D'ADMISSION : courrier invitant les nouveaux élèves à se présenter aux entretiens d'admission dans les différentes disciplines ;
- RENTREE SCOLAIRE - premier COURS : courrier invitant l'élève à se présenter au premier cours dans les différentes disciplines.

RECUEIL

DEPOSES

SCOLARITE

- CONGE PARTIEL : courrier confirmant la demande de congé dans une discipline ;
- CONGE GLOBAL : courrier confirmant la demande de congé dans toutes les disciplines ;
- DEMISSION : courrier confirmant à l'élève l'arrêt des activités au conservatoire de musique et de danse ;
- ANNEE SUPPLEMENTAIRE DANS LE CYCLE : courrier confirmant à l'élève l'attribution d'une année supplémentaire dans un cycle ;
- REGULARISATION DE SCOLARITE : courrier rappelant à l'élève l'obligation de suivre toutes les disciplines liées à son cursus ;
- ATTESTATION DE RECOMPENSE : courrier précisant à l'élève les résultats obtenus dans les disciplines suivies ;
- ATTESTATION DE NIVEAUX : courrier précisant à l'élève les disciplines suivies avec les niveaux respectifs ;
- CONVOCATIONS EXAMENS : courrier précisant aux élèves et aux jurys la date, l'horaire et le lieu des examens.

COURRIERS DIVERS

- REMPLACEMENT D'UN ENSEIGNANT : courrier informant les parents de l'absence d'un professeur et/ou de son remplacement ;
- DECLARATION SACEM : tableau dans lequel sont répertoriées toutes les manifestations (danse et musique) pour le calcul des droits d'auteur ;
- FICHE DECLARATIVE SEAM : imprimé complété pour l'achat annuel de timbres utilisés pour la validation de photocopies de partitions ;
- DEMANDE DE PHOTOCOPIES DE PARTITIONS : imprimé que les enseignants complètent lorsqu'ils sollicitent des photocopies de partitions ;
- ATTESTATION D'ACTIVITES : imprimé fourni par les familles pour un éventuel remboursement des droits forfaitaires par leur comité d'entreprise.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence DARDALHON, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Jean Luc BERTOGLIO.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence DARDALHON et de Monsieur Jean Luc BERTOGLIO, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Valérie TERSEUL.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend fin le 31 mai 2016.

REDACTED

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

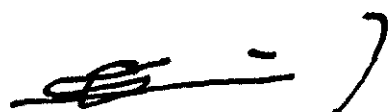
REDACTED

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

REDACTED

Fait à Marseille, le - 3 MAI 2016 2016



Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

—
Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
04.05.16
PREF. 13

N° .../16

16 / 181 / CM

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Michel GACON, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie ;

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

- § Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- § L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- § L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- § Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- § L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;
- § L'arrêté du 2 décembre 2015 portant maintien de Monsieur Michel GACON dans les fonctions de Directeur Général des Services du Conseil de territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, en qualité d'administrateur stagiaire ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/097/CM du 29 mars 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire composé des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie

BOULLE

sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Michel GACON, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules régulièrement approuvées avant le 31 décembre 2015, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

Pour l'accueil de stagiaires :

courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi et conventions de stage),

REJOUE

Pour la formation des agents :

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,

- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès,
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les attestations, certificats administratifs ou états liquidatifs,
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la

- limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
 - les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
 - validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel GACON, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Daniel ROUSSEAU,

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel GACON et de Monsieur Daniel ROUSSEAU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nelly NANNERO.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mai 2016.

ARTICLE 5 :

Les conditions de titularisation évoquées dans l'arrêté de nomination susvisé sont maintenues .

ARTICLE 6 :

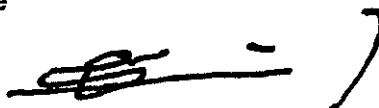
La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le - 3 MAI 2016 2016

**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence**



M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

—
Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

RECUE
04.05.16
PRÉF. 13

N° .../16 **16 / 182 / CM**

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude GUILLOU, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

- § Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- § L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- § L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- § Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- § L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;
- § L'arrêté portant nomination de Monsieur Jean-Claude GUILLOU en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/098/CM du 29 mars 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire composé des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Jean-Claude GUILLOU, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'Etat,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules régulièrement approuvées avant le 31 décembre 2015, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

Pour l'accueil de stagiaires :

Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi et conventions de stage),

Pour la formation des agents :

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers et convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation.

Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
 - attestations et certificats divers,
 - états de service,
 - dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
 - dossiers de validation de services,
 - correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
 - es états d'heures supplémentaires des agents,
 - les états d'indemnités horaires des agents,
 - les états d'astreintes des agents,
 - les états de vacations des agents,
 - les ordres de mission des agents,
 - les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
 - les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
 - les arrêtés d'avancement d'échelon,
 - les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
 - les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
 - les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
 - les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
 - les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès

- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en position maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les attestations, certificats administratifs ou états liquidatifs,
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,

- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

En matière d'eau et d'assainissement :

- Tous les courriers, documents et arrêtés relatifs au SPANC
- Tous les actes relatifs au raccordement du réseau d'eau
- Formulaire d'attestation de qualité
- Les correspondances courantes des régies de l'eau et de l'assainissement
- Avis sur les autorisations d'urbanisme
- Les certificats de conformité sur le raccordement au réseau d'eau
- Les déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)
- Les Déclarations de Travaux (DT) et les Autorisations de Travaux d'Urgence

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude GUILLOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Jean-Edouard DUTECHE.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mai 2016 .

RECUE

DES

PROJETS

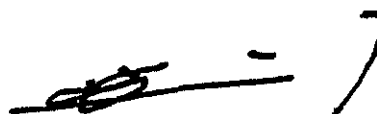
ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le - 3 MAI 2016



Le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

RECUE
04-05-16
PRÉF 13

N° .../16

16 / 183 / CM

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Philippe BLANQUEFORT, Chargé de l'administration métropolitaine pour les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

- ☐ Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- ☐ L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- ☐ L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- ☐ Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- ☐ L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;
- ☐ L'arrêté portant nomination de Monsieur Philippe BLANQUEFORT en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 1er avril 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/092/CM du 29 mars 2016 est abrogé.

AIX-MARSEILLE

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Philippe BLANQUEFORT, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules régulièrement approuvées avant le 31 décembre 2015, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,

- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

Pour l'accueil de stagiaires :

courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi et conventions de stage),

Pour la formation des agents :

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers et convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,
- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,

- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les attestations, certificats administratifs ou états liquidatifs,
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,

- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BLANQUEFORT, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Vincent BONNAFOUX.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prendra fin le 31 mai 2016 .

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

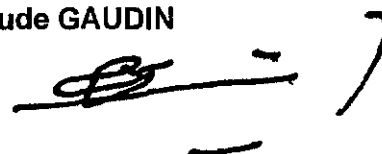
ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le - 3 MAI 2016

**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

M. Jean-Claude GAUDIN



Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

—
Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N° .../16

RECUEIL
04.05.16
PRÉF. 13

16 / 184 / CM

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Christian BOUCHERIE, Chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy, Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mirvet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Roussat, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Març-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

- § Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- § L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- § L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- § Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- § L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;
- § L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian BOUCHERIE en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en date du 12 octobre 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/093/CM du 29 mars 2016 est abrogé.

RECUEIL N° 055 15

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Christian BOUCHERIE, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules régulièrement approuvées avant le 31 décembre 2015, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions, (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

Pour l'accueil de stagiaires :

courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi et conventions de stage),

Pour la formation des agents :

bulletins d'inscription aux stages et formations, courriers, convocations aux formations, attestations et conventions cadre avec le CNFPT dans le cadre des formations dispensées hors retour sur cotisation. Tous les actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bon de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions...).

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- attestations et certificats divers,

REJOUE

- états de service,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacances des agents,
- les ordres de mission des agents,
- les états de frais de déplacement, de mission, de déménagement des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés d'avancement d'échelon,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de mise en disponibilité et arrêtés de détachement,
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),

- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,

- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les attestations, certificats administratifs ou états liquidatifs,
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Monsieur Thierry PENNEC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE et de Monsieur Thierry PENNEC, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Monsieur Guy JANUEL.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mai 2016.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le - 3 MAI 2016 2016


Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

DÉCISIONS

DECISION DE PREEMPTION

RECUE
25.03.16
PRÉF. 13

Décision n° 16 / 002 / D

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants ;
- le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n°HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Prémption ;
- la délibération du Conseil de Communauté n°EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille» ;
- la délibération du Conseil de Communauté n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La déclaration d'Intention d'Aliéner DA 13201 16 0018 reçue le 18 janvier 2016 ;

- la demande de visite adressée à Maître BRINCOURT le 24 février 2016 et à la SCI VACON DELACROIX le 23 février 2016 ;...
- l'attestation de visite en date du 29 février 2016 ;...
- l'avis France Domaine n°2016-201V0501 en date du 04 mars 2016, fixant la valeur vénale à 500 000 € (cinq cent mille euros) ;...

DECIDE

Article 1 :

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence le droit de préemption, qui lui est ouvert, est acquis le bien mobilier situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la commune de Marseille et sis ci-après désigné :

SECTION	803 A 268 NOAILLES
CONTENANCE	00ha01a33ca
SITUATION	2 rue Halle Delacroix
PROPRIETAIRE	SCI VACON DELACROIX
MISE A PRIX	660 000 euros dont 10 000 euros de commission à la charge du vendeur
Prix France Domaine	500 000 euros HT

Objet de la préemption : la maîtrise foncière de ce bien s'inscrit dans le cadre de l'opération grand centre-ville et permet la poursuite de production de logement de qualité et de requalification de l'attractivité commerciale en pied d'immeuble.

Article 2 :

La décision d'acquérir l'immeuble ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole d'Aix-Marseille Provence au propriétaire domicilié chez Maître BRINCOURT – 66 rue Grignan 13001 Marseille.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R-213.10 DU Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la présente décision pour faire connaître à la Métropole Aix-Marseille Provence :

- Soit son accord d'offre de prix, dans ce cas, un acte authentique sera dressé par un des notaires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence,
- Soit sa décision de maintenir le prix fixé par la déclaration d'intention d'aliéner, dans ce cas, la Métropole d'Aix-Marseille Provence peut décider de faire fixer le prix du bien par le juge d'expropriation,

- Soit sa renonciation à l'aliénation du bien. Le défaut de réponse de sa part est considéré comme une renonciation.

Article 4 :

Le prix de l'acquisition, les frais d'actes et les frais d'agence seront payés sur les crédits de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, soit Opération 2015/00104 – Sous-Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

25 MARS 2016



Jean-Claude GAUDIN

RECUE
29.04.16
PRÉF. 13

Décision n° **16 / 004 / D**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants ;
- L'article 240-1 du code de l'urbanisme qui dispose que l'établissement public de coopération intercommunale est compétent de plein droit en matière de droit de priorité ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et en urbanisme rénové (ALUR) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la communauté urbaine, le 17 mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016 portant délégation du conseil de la métropole au Président de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° EPPS 003-1504/15/CC du 20 novembre 2015 portant délégation du droit de priorité des biens appartenant à l'Etat à certains bénéficiaires en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° 13028 16 0035 reçue en mairie de la Ciotat le 14 mars 2016 portant aliénation d'un bien appartenant à l'Etat sis square Verdun 13600 La Ciotat, cadastré Section AD n° 23 d'une superficie de 445 m² ;
- La lettre de la mairie de La Ciotat en date du 5 avril 2016, portant demande de délégation au profit de la SOGIMA du droit de priorité sur le bien ci-après désigné.

CONSIDERANT

- Que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 a élargi la liste des bénéficiaires possibles d'une délégation du droit de priorité à certains bénéficiaires d'une décote de droit prévue à l'article L 3211-7 II du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.
- Que le SOGIMA remplit les critères pour se voir déléguer le droit de priorité.
- Que l'acquisition de ce bien par la SOGIMA permettra la réalisation d'un programme de logements sociaux en place de l'ancien commissariat square Verdun à la Ciotat.

DECIDE

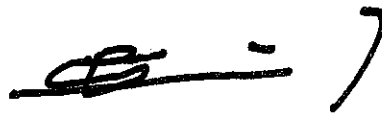
Article 1 :

Le droit de priorité défini par l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme est délégué à la SOGIMA pour l'acquisition d'un bien situé square Verdun 13600 La Ciotat, d'une superficie de 445 m² cadastrée Section AD n°23 appartenant à l'Etat.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 AVR. 2016



Le Président,

Signé :

RECUE
02.05.16
PRÉF. 13

Décision n°
16 / 005 / D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivantes ;
- Les articles L.211-1 à L.211-7 et L.213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'Election de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du 22 novembre 1988 instituant un droit de préemption et droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Saint Victoret ;
- La délibération n° URB 4/311/CC du 14 mai 2004 portant l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Saint Victoret ;
- La Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 17 février 2016, enregistrée sous le n° DA 13102 16 0004 portant aliénation d'une propriété appartenant à Monsieur LIARD Jean Pierre sise boulevard Félix de Kérimel à Saint Victoret, cadastrée AT0142 d'une superficie cadastrale de 536 m² ;
- La lettre du 17 février 2016 du Maire de Saint Victoret portant demande de délégation du droit de préemption urbain sur le bien ci-après désigné.

CONSIDERANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien par la commune de Saint Victoret a pour objectif de lui permettre de créer une aire de stationnement.

DECIDE

Article 1 :

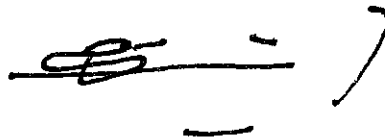
Le Droit de Prémption Urban renforcé est délégué à la ville de Saint Victoret pour l'acquisition du bien situé au boulevard Félix de Kerimel à Saint Victoret, cadastré AT0142 d'une superficie cadastrale de 536 m² appartenant à Monsieur LIARD Jean-Pierre, au titre des compétences de la ville.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

2 9 AVR. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN